



**Arrêté Municipal voirie**  
**n°2026-006**  
signalisation temporaire  
circulation et stationnement

Le Maire de **Pélussin** (Loire),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et les suivants ;

Vu le Code de la Route ;

Vu l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 (livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire),

Vu la demande formulée par Resotec contrôles, pour un diagnostic des réseaux d'assainissement, rue de l'Europe, de mettre en place de la signalétique routière temporaire.

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire les mesures nécessaires à la sécurité des usagers et au libre passage sur les voies publiques, par une réglementation temporaire de la circulation.

**ARRÊTE**

Article 1 : Du 19 au 21 janvier 2026, pour des diagnostics dans la ZA du Planil à Pélussin, la rue de l'Europe aura une réglementation temporaire défini dans l'article n°2.

Article 2 : Rue de l'Europe, au droit du chantier mobile, une circulation sur chaussée rétrécie sera mise en place par l'entreprise Resotec contrôles.

Article 3 : L'affichage d'information et la signalisation du chantier sera mis en place par le pétitionnaire conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Cet arrêté prend effet dès sa publication, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

- Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de son chantier.

- Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

Article 6 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et pourra faire l'objet de poursuites conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Voie de recours : en application de l'article R.421-5 du code de la justice administrative.

Il peut être adressé au tribunal administratif de Lyon ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la commune de Pélussin et le garde champêtre sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera notifié :

\* à la Brigade de Gendarmerie de Pélussin,

\* à la police rurale de Pélussin,

\* au service technique municipal,

\* à l'entreprise Resotec contrôles,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pélussin, le 06 janvier 2026  
LE MAIRE, Michel DÉVRIEUX

